



Déclaration du SNES-FSU à la CAPA des Certifié.e.s mardi 26 avril 2022

Madame la Rectrice,

Pour commencer, la FSU se félicite que le danger immédiat d'une accession au pouvoir de l'extrême droite à l'occasion de l'élection présidentielle, soit écarté. La FSU avait appelé à la battre politiquement, le résultat de dimanche soir est une étape qui va dans ce sens.

Cependant, le danger continue bien d'être présent et l'extrême droite de se renforcer, élection après élection. Par rapport à 2017, le total des voix qui se sont portées sur elle au premier (un suffrage exprimé sur 3) comme au second tour (42% des suffrages exprimés) est beaucoup plus important. Ce sont les politiques libérales, leur captation de toutes les richesses produites et leur lot d'individualisation et de dégradation des conditions de vie qui favorisent cette progression. C'est aussi le rejet du bilan d'Emmanuel Macron, des politiques inégalitaires, liberticides et répressives qu'il a mises en œuvre durant cinq ans qui ont poussé nombre d'électeurs et électrices à faire un tel choix. Or Emmanuel Macron a présenté un projet électoral qui entend bien accélérer ces politiques produisant ressentiment et désespérance sociale, aggravant les inégalités, divisant la société. L'intention affirmée par Emmanuel Macron pendant la campagne de continuer sa politique de casse des solidarités en remettant en cause les retraites et les services publics, en prévoyant d'accélérer la fragilisation du service public d'éducation et du statut de ses personnels, en liant l'obtention du RSA à du travail gratuit est inacceptable. Nous combattons pied à pied leur mise en œuvre.

Concernant plus précisément la CAPA qui nous réunit aujourd'hui, pour la troisième année de sa mise en œuvre, nous constatons avec regret les ravages de la loi de Transformation de la Fonction Publique. Comme depuis quelques années dans l'Education Nationale, les objectifs affichés par cette loi sont contredits par la réalité du terrain. Ce qui devait soi-disant rapprocher les agent·e·s et l'administration, ce qui devait établir un lien direct entre l'agent·e et son employeur, n'a fait qu'engendrer de l'incompréhension, de la suspicion et de la frustration à l'égard de l'administration qui prend chaque jour les décisions dans une opacité de plus en plus grande.

La CAPA qui nous réunit ce jour est une nouvelle illustration de la dégradation de la gestion des personnels. Ainsi, l'indigence des documents fournis ne permet pas du tout une vérification rigoureuse de la réglementation et de l'équité entre les agent·e·s. Pourtant, l'an dernier, la CAPA consacrée aux congés de formation avait permis de déceler de nombreuses erreurs. Un ré-examen complet des barèmes des agents concernés devait avoir lieu : à ce jour, pour l'an dernier, les commissaires paritaires n'ont même pas été destinataires de la liste des collègues dont la demande avait finalement été rejetée pour la 3^{ème} fois ou plus, alors que la réglementation l'impose. De ce fait, les documents dont nous disposons pour l'année scolaire 2022-2023 ne sont pas réellement exploitables puisqu'ils ne peuvent être comparés avec les précédents.

Enfin, comme chaque année, les élu·e·s de la FSU déplorent l'insuffisance du contingent de congés de formation qui empêchent les collègues d'accéder à une formation qui leur permet d'évoluer ou d'acquérir de nouvelles compétences. C'est d'autant plus insupportable dans un contexte où l'on en demande toujours plus aux enseignant·e·s et où la menace d'un allongement des carrières plane de nouveau. Il est impératif de permettre à tou·te·s les collègues qui le demandent d'accéder à ce droit à la formation. A l'heure où les concours de recrutement des enseignant·e·s sont loin de faire le plein, où l'on manque cruellement de professeur·e·s un peu partout – en témoignent les problèmes de remplacement constatés chaque jour sur le terrain, il est urgent de mieux traiter les agent·e·s de l'Education Nationale : cela passe par une revalorisation réelle, à la hauteur des enjeux, et par une amélioration rapide et significative de leurs conditions de travail, incluant la formation continue.

Dans ce contexte, la FSU appelle à faire du 1^{er} mai la prochaine étape de la construction d'un puissant mouvement social exprimant deux exigences : le refus de l'extrême droite et de ses idées, ainsi que l'exigence de mesures porteuses de progrès social, en faisant de la transition écologique un élément incontournable de ce mouvement. Le message adressé par les collègues mobilisé·e·s sera explicite : volonté de rassembler très largement les forces progressistes du pays pour construire une société féministe, écologique et sociale, pour garantir les droits de toutes et tous, pour réduire drastiquement les inégalités, pour améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, pour respecter la dignité de toutes et tous. Pour sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé, c'est la justice sociale qui est à l'ordre du jour.